



5 décembre 2021

## **DONNEZ NOUS LES CLEFS DU CAMION, AVEC LE PLEIN, ON CONNAÎT LA ROUTE**

Le collectif InterHopitaux a appelé et participé ce 4 décembre partout en France à des manifestations pour l'accès aux soins et la sauvegarde de l'hôpital public : Paris, Grenoble, Chatellerauld, Marmande, Marseille, Guingamp, Pontivy, Agen, Sedan, Lillebonne, Dieppe, Bordeaux, Coutances, Besançon, Chateaudun, Bourges, Montceau les mines...

A l'issue de la manifestation parisienne une dizaine de représentants des organisations présentes, dont Marie Citrini, représentante des usagers pour le CIH, a été reçue par Sébastien Delescluse du cabinet d'Olivier Véran. Ce conseiller a signifié à la délégation que le Ségur de la santé « *avait tout donné ... qu'il n'y a pas de lits fermés* ». Ces propos inquiétants font écho aux déclarations récurrentes du ministre de la santé dont la dernière dans Sud Ouest : « *il n'y a pas de fuite des infirmiers, on a plus de soignants que jamais dans les hôpitaux* » ou cette phrase rapportée par plusieurs directeurs d'établissement « *on n'a jamais dépensé autant pour les soignants* ». Ces propos sont une négation de la réalité vécue par les personnels hospitaliers et les patients, mais aussi de la réalité rapportée chaque jour par les médias locaux et régionaux. Le CIH tient à disposition du ministère, la revue de presse régionale et nationale. C'est donc en connaissance de cause que le ministère semble opter pour la stratégie du pourrissement.

Le constat est là : lits fermés, retards chiffrés en plusieurs milliers d'interventions chirurgicales déprogrammées (616 de septembre à novembre à Compiègne), accueil aux urgences inacceptable, retard dans les prises en charge, pertes de chance, les associations de lutte contre le cancer, les associations de patients ont elles-aussi alerté. Monsieur Delescluse n'a pas été choqué d'apprendre de Marie Citrini que des patients consultant à l'hôpital public puissent être renvoyés sur des établissements privés où le dépassement d'honoraires est la règle. Le gouvernement souhaite-t-il réellement la pérennité d'un service public hospitalier de qualité accessible à tous ?

Force est de constater que le Ségur, conclu il y a 18 mois, est un échec. La valse des milliards annoncée, se répartit sur 10 ans. Elle sera partagée entre la ville et l'hôpital, le privé et le public. Elle ne rattrape que partiellement les milliards d'économies et de déficit d'investissement de la décennie passée. Rien ne permet d'augmenter le nombre d'hospitaliers soignants ou non, de médecins ou de paramédicaux. La priorité est redevenue budgétaire. La déconnexion au terrain est plus forte que jamais. Les services, les équipes et les malades qui connaissent le fonctionnement quotidien de l'hôpital sont relégués à l'exécution des consignes décidées au loin. Aucune écoute, aucune concertation, le monde d'avant est de retour.

Puisque le ministère est à court de solution, le CIH demande que soit transférée vers les soignants et soignés une autonomie de décision pour la réponse aux besoins, avec des moyens afférents.

Il y a urgence, l'hôpital public se désintègre, tout délai dans les prises de décisions aura des conséquences inacceptables pour la population